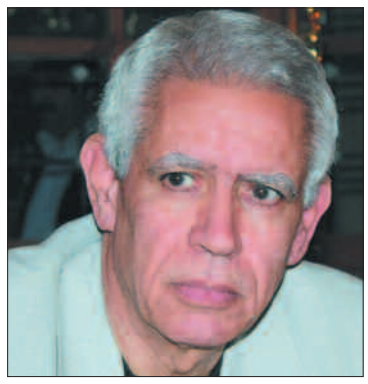
Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Diversification industrielle, libre entreprise et IDE : suivez la Turquie !



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Nous avions déjà eu l'occasion de le souligner : l'économie turque est sur la voie de l'émergence. Depuis 2002, les performances largement positives sont là et semblent s'inscrire dans la durée : 2002-2006 : 7% de croissance annuelle moyenne, 5% en période de crise financière et économique mondiale. Les analystes parlent, pour la Turquie, d'un nouveau régime de croissance fait d'un mix politique de l'offre/relance de la demande qui donne de bons résultats.

Une forte accélération de la productivité

L'économie turque enregistre depuis le début des années 2000 une forte accélération de la production globale des facteurs : la progression enregistrée est de 5% par an. Et les gains de productivité ont été particulièrement élevés dans le secteur manufacturier : 7% par an depuis 2002. Les facteurs déclenchants sont à situer principalement au niveau de l'amélioration des processus de production : progrès technique, économies d'échelle, rationalisation des procédés de production. L'accélération de la productivité provient également d'un effort d'investissement en équipement domestique et étranger : l'investissement en équipement représente 19% du PIB (contre 16% en 2000).

La montée des investissements directs étrangers (IDE)

La bonne tenue de l'économie turque bénéficie aussi d'un apport en capital et en technologie des IDE.

Les IDE ont représenté sur la période 3,6% du PIB (contre 0,6% sur la période 1990-2004). C'est le secteur des services qui a le plus attiré les IDE avec 90% du total des IDE et dans les services, le secteur bancaire a reçu 42% des IDE entrants. Le secteur des télécommunications vient en seconde position avec 38% du total des IDE.

Une politique de l'offre efficace

Amélioration de la productivité, augmentation des investissements en équipement, augmentation des IDE entrants : toutes ces performances sont dues à une politique de l'offre inscrite dans une série de réformes structurelles qui ont engagé la Turquie dans un nouveau régime de croissance. Le premier volet de ce nouveau régime de croissance touche à l'amélioration du climat des affaires axé sur l'encouragement de la libre entreprise.

Procédures pour la création d'entreprises, fiscalité, marché du travail : dans tous ces domaines, la Turquie a réalisé des améliorations notables.

• Le nombre de **procédures pour la création d'entreprises** a été réduit de 13 à 6, le temps nécessaire de 38 à 9 jours et le coût (rapporté au revenu par tête) de 37% à 27% (ce qui correspond à environ 1000 dollars).

• s'agissant de **la fiscalité,** des allégements d'impôts ont été consentis en faveur de l'entreprise. Il y a d'abord eu la baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 30% à 20%. Il y a eu aussi

- Réduction d'impôt sur le revenu, exemption de cotisations sociales à la charge de l'employeur comprise entre 80% et 100%, subvention de 20% sur les dépenses d'électricité.

Dans le domaine du **marché du travail,** les règles relatives à la protection sociale s'appliquent à partir de trente salariés (et non plus de dix comme auparavant) les règles relatives à la durée du travail et aux heures supplémentaires ont été assouplies, les contrats à durée déterminée ont été légalisés sans limite de renouvellement. Il en est de même pour les contrats à temps partiel qui ont été légalisés.

Une relance de la demande qui consolide la politique de l'offre

Du côté de la demande, le nouveau régime de croissance s'articule aussi bien sur les exportations que sur la demande domestique.

Les exportations de biens et services ont augmenté entre 2004 et 2010 de 15 points, soit 2,2 points par an. Si l'on en croit l'OCDE, la Turquie a enregistré durant cette période avec l'Irlande et la République slovaque la plus forte augmentation de parts de marché à l'exportation. Ce sont les exportations de biens d'équipement (automobiles, biens d'équipement ménagers) qui ont tiré le commerce extérieur et qui ont supplanté celles des filières textile habillement dont le marché mondial est à forte concurrence et à faible croissance. Les exportations turques ont été dynamisées grâce aux progrès de productivité des industries manufacturières couplés à une maîtrise des salaires réels. Elles ont aussi bénéficié de la vigueur de la demande dans les anciens pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

La consommation domestique en pleine expansion et le crédit aux entreprises est facilité

Stationnaire autour de 20% jusqu'à la moitié des années 2000, le crédit bancaire a atteint à la fin de ces mêmes années 2000, 36% du PIB. Deux facteurs ont favorisé cette explosion du crédit bancaire :

1/ La réduction significative des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt sur les prêts aux particuliers ont été divisés par deux en termes réels et sont passés de 20% à 11% pour les prêts immobiliers et les prêts pour achat d'un véhicule et de 30% à 18% pour les autres prêts.

2/ Le second facteur a été la nécessité pour les banques de trouver des sources de revenus autres que la détention de titres publics. Pour cela, l'Etat a fait passer le rendement en termes réels des titres publics en dessous des taux de crédit à l'économie. Les banques ont été alors obligées de redéployer leur actif. Dès la fin de 2006, 50% des crédits à l'économie étaient des crédits aux entreprises et aux ménages. Et ce sont principalement les ménages qui ont le plus bénéficié de cette facilité d'accès aux crédits puisque leur part dans les crédits accordés a triplé entre 2006 et 2010. Ces crédits aux ménages se répartissent à peu près à parts égales entre les crédits au logement. Les cartes de crédit et les autres crédits à la consommation (crédit auto, crédit équipement domestique…) Pour leur part, les entreprises sont en situation d'endettement soutenable grâce à la baisse des taux d'intérêts réels et l'augmentation de la productivité par rapport aux salaires réels.

Les pouvoirs publics turcs n'ont pas hésité à lancer les réformes structurelles nécessaires

Avec les politiques de stabilisation macro-économiques qui ont été maintenues (maîtrise de l'inflation comptes publics sous contrôle), la Turquie a mis en œuvre des réformes structurelles qui ont transformé le régime de croissance de l'économie. Cette nouvelle politique économique s'articule autour de quatre piliers :

1/ La diversification et le renforcement de la base industrielle par le biais de l'investissement

2/ L'amélioration de la compétitivité interne et externe

3/ Un appel aux IDE qui ont afflué

4/ Des réformes structurelles en faveur de la libre entreprise.

Quatre piliers que l'économie algérienne attend toujours de voir construits !

Un bémol, toutefois, à ce tableau d'une économie en pleine croissance : le secteur informel. Si on ne prend comme indicateur que le seul emploi, l'emploi informel représente déjà en 2006, 50% de l'emploi total. Cet emploi informel se répartit comme suit :

Agriculture, sylviculture et pêche	82 %
Construction	64,3 %
Commerce et restauration	43,8 %
Transport/communication	39 %
Secteur manufacturier	32 %
Services financiers/ immobilier	21,6 %

Source : Etudes Eco. BNP/Paribas François Faure

A.B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

A l'attaaaaaaaaaaaaque ! Mais avec qui ?

Où est passé Kadhafi ? Rien de plus facile ! Il suffit d'aller jusqu'au prochain carrefour, de tourner à droite, puis de prendre la première…

… Zenga à gauche !

Quand tu vois comment les choses se sont goupillées en Libye, comment cela se termine, rétrospectivement, tu ne peux pas ne pas te poser un certain nombre de questions te concernant directement, toi, Algérien. Comme celle-là : dès les premiers jours de troubles, dès les premiers vagissements de ce qui allait devenir le CNT, des ambassadeurs libyens en poste dans des capitales prestigieuses ont annoncé leur ralliement à la révolte. Alors, question : chez nous, s'ils étaient confrontés à la même situation, au même dilemme, combien de diplomates, combien d'ambassadeurs prendraient cette décision et annonceraient officiellement leur rupture avec le régime ? En Libye, dès les premiers jours de la révolution, et alors que les premières structures de résistance populaire se mettaient en place à Benghazi et à Misrata, des expatriés libyens, détenteurs de double nationalité, étudiant ou exerçant des métiers cotés dans des universités occidentales huppées, ont tout plaqué pour rentrer au pays aider la rébellion et la doter de leurs compétences, ce qui avait, entre autres, permis de lancer très vite les radios et la télé libres. Chez nous, combien d'expatriés chaudement et douillettement installés en Europe ou aux Amériques quitteraient leur cocon et leur avenir sécurisé pour venir rejoindre et encadrer de leur savoir un soulèvement populaire ? Je n'ai pas de réponses à toutes ces questions. J'ai juste des angoisses. Un tas d'angoisses à la seule évocation des réponses possibles à toutes ces questions. Et du coup, je n'ai rien trouvé de mieux pour calmer mes angoisses que de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.